GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

<i>À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé</i>	Date 25.09.2017	Heure 9h19	Numéro 17.126	Département(s) DEF
	Annule et remplace			
Auteur(s) : Sarah Blum				
Titre : Aucun élève sur le bord de la route : vraiment ?				
Contenu : <p>Depuis quelques années, la volonté du Conseil d'État est claire concernant la formation à plein temps en école : il faut limiter au maximum les filières à plein temps en école au profit du dual. Si nous ne contestons pas le système dual, il nous semble que la fermeture des classes à l'école plein temps, notamment dans le secteur commercial, engendre des conséquences difficiles pour les jeunes et leur famille, conséquences pas assez prises en compte par le Conseil d'État.</p> <p>Nous remercions donc le Conseil d'État de répondre aux questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– Combien d'élèves se retrouvent sans solution au moment de la rentrée scolaire ? Nous aimerions que soient inclus dans ce chiffre les élèves envoyés par leurs parents à l'étranger, ceux qui ont choisi de redoubler et ceux qui n'avaient toujours pas de solution à la fin de leur année de préapprentissage, de Projet+ ou de leur semestre de motivation (SEMO).– Quel est le suivi des élèves sans solution d'année en année ? Prend-on en compte le cumul d'année en année ? Et que deviennent les élèves qui avaient une solution provisoire, du moins dans les statistiques ?– Peut-on nous donner les chiffres de ces dernières années, afin que nous puissions nous rendre compte de l'évolution du nombre d'élèves sans solution ?– Les élèves qui ont une rupture de contrat d'apprentissage sont-ils comptabilisés dans ces statistiques ? Le Conseil d'État peut-il nous informer de ce qu'advient ces élèves ?– Quel est le pourcentage de places d'apprentissage fournies par le public et le parapublic d'une part et par le secteur privé de l'autre, tous secteurs confondus ? Ces chiffres sont-ils stables depuis 2011 ?– Est-ce que l'on remarque les effets de la conjoncture sur le nombre de places fournies par le secteur privé ?– Le Conseil d'État a toujours affirmé qu'il ne fermerait pas de classes en école à plein temps avant d'avoir un nombre suffisant de places d'apprentissage. Est-il toujours en mesure de l'affirmer ?– Au final, que compte faire le Conseil d'État pour améliorer la situation et anticiper la mise en place de mesures pour les fins d'année scolaire à venir ?				
Développement : <p>Depuis quelques années, la volonté du Conseil d'État est claire concernant la formation à plein temps en école : il faut limiter au maximum les filières à plein temps en école au profit du dual. L'année scolaire 2011-2012 constitue une année charnière dans ce plan d'action. C'est en effet l'année où le Conseil d'État a décidé de supprimer les voies CFC de commerce à plein temps en école, de supprimer des classes de préapprentissage et a introduit des critères plus exigeants (18 pts pour les 11MO) pour l'entrée dans les écoles du secondaire II. Or, depuis 2012, il n'y a pas vraiment de places d'apprentissage supplémentaires. (2012 : 1188 / 2013 : 1215 / 2014 : 1222 / 2015 : 1205 / 2016 : 1229 / 2017 : 1185)</p> <p>Un autre constat intéressant est que, malgré la fermeture des classes, le pourcentage de jeunes qui entrent directement en apprentissage après l'école obligatoire reste plus ou moins stable : 2011 : 23.6% / 2012 : 23.4% / 2013 : 24.6% / 2014 : 23.8% / 2015 : 22.5%.</p> <p>Il y a une réalité sociologique qui voit dans tous les cantons romands une moyenne d'âge d'entrée dans les apprentissages tournant autour de 17-18 ans. Nous pouvons peut-être le regretter, mais les faits sont là. De cette situation résulte malheureusement qu'un bon nombre de jeunes se retrouvent sans solution après l'école obligatoire. Nous pensons que cette situation est dangereuse, car un jeune qui se retrouve hors du système scolaire et sans titre du secondaire II risquera de coûter bien plus cher à la collectivité que si cette dernière lui offre la chance de se former.</p>				

L'urgence est demandée : Oui Non

Auteur ou premier signataire : *prénom, nom* (obligatoire) :

Sarah Blum

Autres signataires (*prénom, nom*) :

Autres signataires suite (*prénom, nom*) :

Autres signataires suite (*prénom, nom*) :

Zoé Bachmann

Joël Desaules

Doris Angst

Laurent Kaufmann

Daniel Ziegler

Laurent Debrot

Niel Smith

Fabien Fivaz

Clarence Chollet

Michaël Berly

Richard Gigon

Françoise Casciotta

Cédric Dupraz

Gabrielle Würzler

Naomi Humbert

Sébastien Frochoux

Armin Kapetanovic

Annie Clerc-Birambeau

Nathan Erard

Corine Bolay Mercier

Théo Bregnard

Veronika Pantillon

Jean-Jacques Aubert